DEFENSE du COMMERCE de L'ARTISANAT et des pme

Electrices, Electeurs,

Pourquoi une candidature «**Défense du Commerce, de l'Artisanat et des PME**» dans la 4ème Circonscription de LYON ?

— parce que je suis responsable d'une petite Entreprise familiale confrontée journellement aux problèmes de la survie d'une Entreprise.

— parce qu'il ne peut y avoir de véritable liberté si la liberté d'entreprendre et la liberté d'exercer n'existent plus.

— parce que je suis conscient, comme la majorité des Français, que nous sommes à la veille d'un choix décisif pour la France mais que la libre entreprise, moteur de toute Société libérale, ne doit pas être oubliée dans cette consultation.

OBJECTIFS

1/ Le refus du Collectivisme

Nous devons refuser un type de Société où la contrainte bureaucratique, le nivellement social et la disparition des libertés conduisent à l'écrasement des Individus.

2/ La critique de la puissance de l'État

L'État doit être au service du Citoyen et non l'asservir.

Il faut établir de nouveaux rapports entre l'Administration et les Français.

3/ La Femme

Le Législateur doit établir une véritable charte de la famille qui doit accorder un statut à la mère de famille, notamment dans le domaine des prestations sociales. De même, les épouses des Travailleurs Indépendants doivent être considérées comme des collaboratrices à part entière sans pour autant les assimiler à des salariées.

4/ Les Personnes Agées

Le Législateur doit continuer l'effort entrepris en faveur des retraites :

— revalorisation du minimum vieillesse (70 % du SMIC).
— possibilité de retraite anticipée.
— étalement de l'impôt.
— généralisation de la médecine préventive et des soins à domicile.
— participation aux activités de la vie collective.

5/ Les Cadres

Quatre millions de Cadres forment l'armature technique de notre économie. Les Entreprises ont besoin de Cadres qui croient en l'avenir de la Société libérale et c'est la raison pour laquelle, il faut examiner avec leurs Représentants les problèmes de sécurité d'emploi et leur donner des facilités fiscales afin qu'ils puissent accéder au capital de leurs Entreprises.

6/ L'Éducation Nationale

L'action doit être poursuivie pour que l'école reste libre et que l'Éducation Nationale n'en détienne pas le monopole, pour que la politique reste en dehors de l'école et que l'enseignement ne soit pas coupé des réalités pratiques, c'est-à-dire que les Artisans-Maîtres d'apprentissage voient leur fonction revalorisée et que l'Apprenti soit considéré comme un étudiant.

La jeunesse est avide d'entreprendre et d'assumer des responsabilités.

Il faut lui offrir un avenir à sa mesure en permettant la création de nouvelles petites Entreprises.

7/ La Fiscalité

La fiscalité est l'instrument privilégié de redistribution des revenus.

Il faut rechercher l'harmonisation des impositions entre les revenus des différents groupes sociaux-professionnels pour tenir compte des risques et des responsabilités assumés par les Travailleurs Indépendants et tenir compte également des prestations dont ils ne peuvent bénéficier.

La fiscalité doit être allégée pour les bas revenus et les contrôles fiscaux et administratifs doivent s'humaniser.

8/ La relance de l'Économie par une politique précise en faveur des Entreprises

Il faut supprimer les taxations abusives (ordonnancesde 1945), les contrôles tatillons et laisser aux consommateurs leur liberté de choix et de comportement dans une économie libérale.

Il faut lutter contre la bureaucratie par le démantellement des bastilles administratives. (notamment le Ministère des Finances).

Il faut encourager l'autofinancement et déculpabiliser la notion de PROFIT.

Il faut faciliter la création d'Entreprises et aider celles qui existent à survivre par une politique contractuelle et une participation aux décisions à tous les niveaux.

Il faut alléger les charges sociales des Entreprises de main d'œuvre et leur faciliter l'accès au crédit.

Les Français doivent entendre le langage de la «Vérité», de la «Volonté» et de «l'Espoir» pour construire une FRANCE où la dignité de l'Homme sera préservée, où chaque Citoyen pourra assumer ses responsabilités par la participation et où le droit à la différence sera reconnu, sans négliger la nécessaire solidarité nationale.

En votant le 12 Mars pour

michel nicod

vous confirmerez que, sans liberté d'entreprendre, il ne peut y avoir de Société libérale.



VU LE CANDIDAT